

LA PREMIERE originalité de l'analyse de la mondialisation que propose Zaki Laldi est qu'il se refuse à en effectuer une synthèse bien équilibrée, à en rassembler les traits en un tableau harmonieux. Comme le suggère le titre de l'ouvrage, il insiste sur le fait que nous sommes en pleine perturbation, c'est-à-dire face au désordre provoqué par un changement radical. Et ne croyons pas que ce n'est qu'un stade provisoire de l'évolution derrière lequel se dessinerait, en filigrane, un schéma simple. Il faut, au contraire, percevoir qu'existent entre les différentes dimensions de la mondialisation - économiques, politiques, sociales - des décalages et des disjonctions qui ne peuvent que s'accroître. Comme les processus diversifiés qui se déroulent actuellement « ne font pas système », il est patent que « c'est la dispersion des trajectoires et des situations, plutôt que l'uniformisation, qui finira par s'imposer: la mondialisation sera de plus en plus baroque ».

Le deuxième trait marquant de l'approche de Zaki Laïdi est l'importance qu'il accorde à « l'imaginaire social », élément essentiel de la mondialisation. Certes, la mondialisation repose sur un ensemble de données objectives bien identifiables, telles que l'interdépendance des économies; mais ces faits sont transformés et réinterprétés par notre imaginaire pour aboutir à une représentation simplifiée; or, celle-ci reflète les situations de chacun, ses intérêts, ses peurs ou ses espérances. Aussi tout l'ouvrage est-il un effort pour opérer le tri entre les changements incontestables que nous pouvons observer et les extrapolations beaucoup plus discutables qui nourrissent nos représentations. Le fait que nous soyons portés à considérer la mondialisation comme un processus massif et global, alors qu'elle nous entraîne dans des directions contradictoires, n'est que l'illustration la plus courante de cette irruption de l'imaginaire.

La volonté de lucidité qui anime Zaki Laïdi le conduit d'abord à se focaliser sur les avatars que connaît la souveraineté des Etats. Le décalage est évident entre la conception, en quelque sorte totalitaire, que les Etats se faisaient jusqu'ici de leur souveraineté et la réalité de l'économie mondialisée. Celle-ci est dominée par la dynamique de marchés qui supportent mal les contraintes étatiques et veulent organiser leur fonctionnement de manière autonome. Il se produit dès lors une redistribution du pouvoir vers d'autres acteurs que l'Etat. Si ceci est indéniable, c'est se laisser emporter par l'imaginaire que d'en conclure tout de go que les Etats sont condamnés à s'affaiblir et ne seront plus que « l'idiot du village ». On constate, dans la réalité, que ces mêmes marchés, qui se plaignent souvent de ses interventions, sont aussi les premiers à demander qu'il crée les conditions de leur développement et les protège.

Cette permanence des Etats explique qu'on est bien en peine, lorsqu'on se projette dans le futur, d'imaginer ce que seront les relations internationales dans un univers où ils chercheront à trouver d'autres formes de souveraineté non territoriale. Deux hypothèses sont concevables: ou

bien les Etats tenteront d'instaurer, comme s'y essaient les Européens, un système de gouvernance conjointe et de souveraineté partagée; ou bien, comme les Etats-Unis et probablement la Chine, chercheront-ils à utiliser la mondialisation comme un multiplicateur de puissance et le moyen d'accroître leur domination sur les autres. Il n'est que d'assister aux disputes au sein de l'OMC pour percevoir l'opposition entre ceux qui rêvent d'une gouvernance mondiale et ceux pour qui l'extension du commerce mondial doit avant tout permettre la poursuite de politiques mercantilistes. L'uniformisation n'est pas pour demain.

En analysant l'impact de la mondialisation sur les inégalités sociales, Zaki Laïdi trouve une autre occasion de distinguer le réel de l'imaginaire. Cela le conduit à prendre le contre-pied aussi bien des pessimistes, qui prophétisent une extension catastrophique du chômage et des écarts entre riches et pauvres, que des idéalistes, qui prévoient que l'enrichissement mondial apportera un progrès social idyllique. C'est ici qu'il faut rappeler que la territorialisation garde, au sein d'un monde globalisé, une importance déterminante. En l'occurrence, on vérifie assez aisément que ce sont ses propres structures sociales et ses proie à un chômage dramatique l'emploi à de nouvelles donnes Mexique, il est assez aisé de démontrer. que, * lavaiiable déterminante est moins le commerce mondial que le refus d'une nation de corriger ses structures sociales internes ».

On aura compris qu'il ne peut être question d'être pour ou contre la mondialisation, puisqu'elle ne peut être, selon Zaki Laldi, que radicalement ambivalente. Ce sont d'ailleurs les contradictions qui lui sont inhérentes qui la rendent aussi anxiogène. Elle crée, certes, des gagnants et des perdants, mais les premiers ne sont jamais sûrs de ne pas basculer, un jour, dans l'autre camp, tandis que les seconds craignent que leur sort ne s'aggrave. Aussi, plutôt que de s'enfermer dans ce qui lui apparaît comme l'impasse de l'altermondialisme radical, l'auteur propose que l'on vise à réaliser une « ré-appropriation sociale » de la mondialisation.

Persuadé que la territorialité reste une condition de l'identité, il est logique qu'il veuille d'abord que l'on travaille à « reterritorialiser » le cours du monde. Cela suppose que les sociétés, pour trouver une place dans le monde sans s'y perdre, renforcent leur dynamique endogène, veillent à leur cohésion sociale, se dotent d'institutions efficaces. C'est à partir de ce point de départ solide qu'elles pourront ensuite mettre sur pied une architecture des relations internationales capable de leur garantir la sécurité et de faciliter leur développement. A défaut de supprimer les déséquilibres, cette gouvernance mondiale pourrait instaurer une confiance facilitant leur régulation.

Jean Dubois